



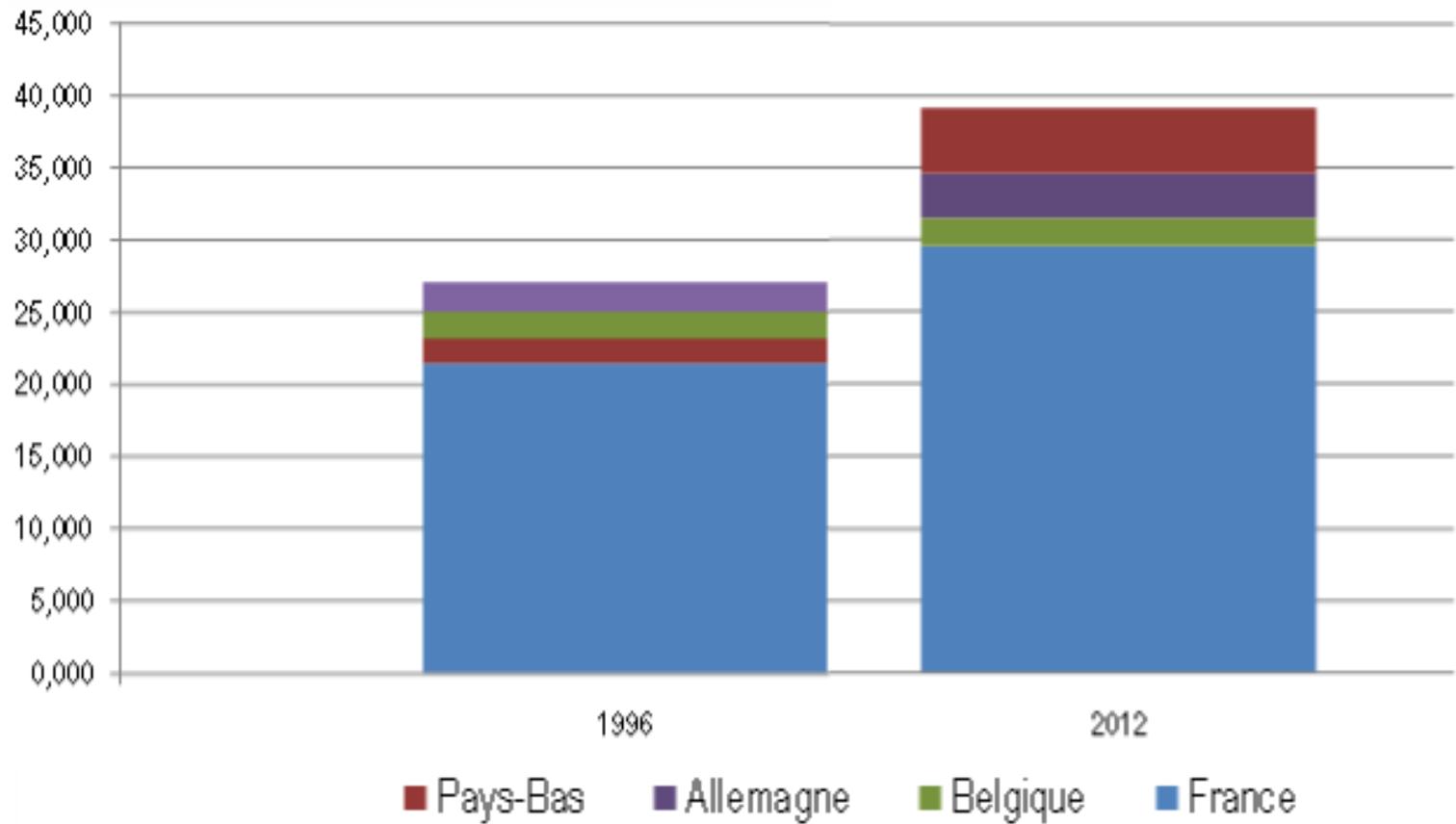
Le modèle de croissance de la Belgique est-il compétitif?

ULB 27/03/2014

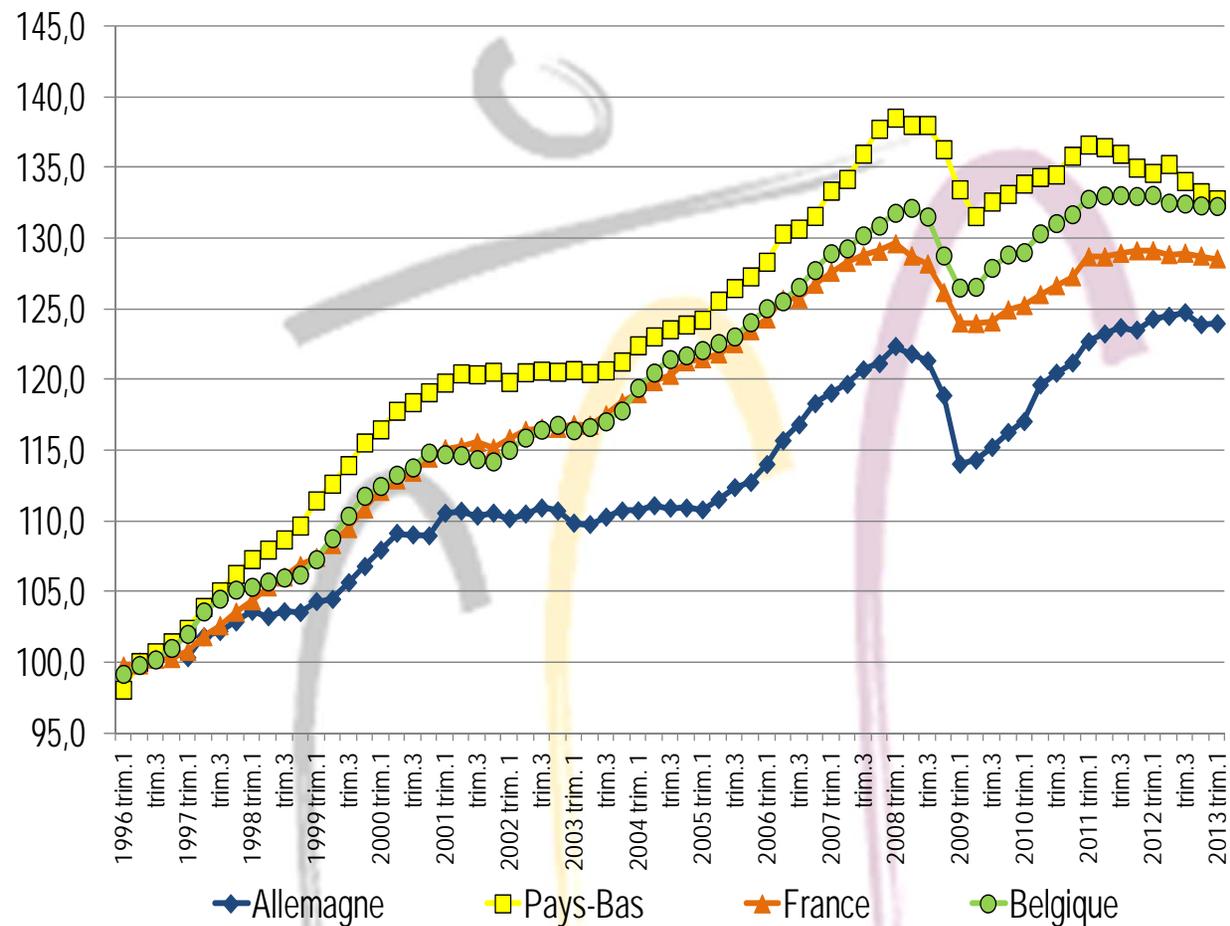
Compétitivité

Même taux de croissance et taux d'emploi qu'une économie de taille et de niveau de développement comparable sans déséquilibre budgétaire ou de la balance des opérations courantes

Niveau de pib par habitant en parité de pouvoir d'achat

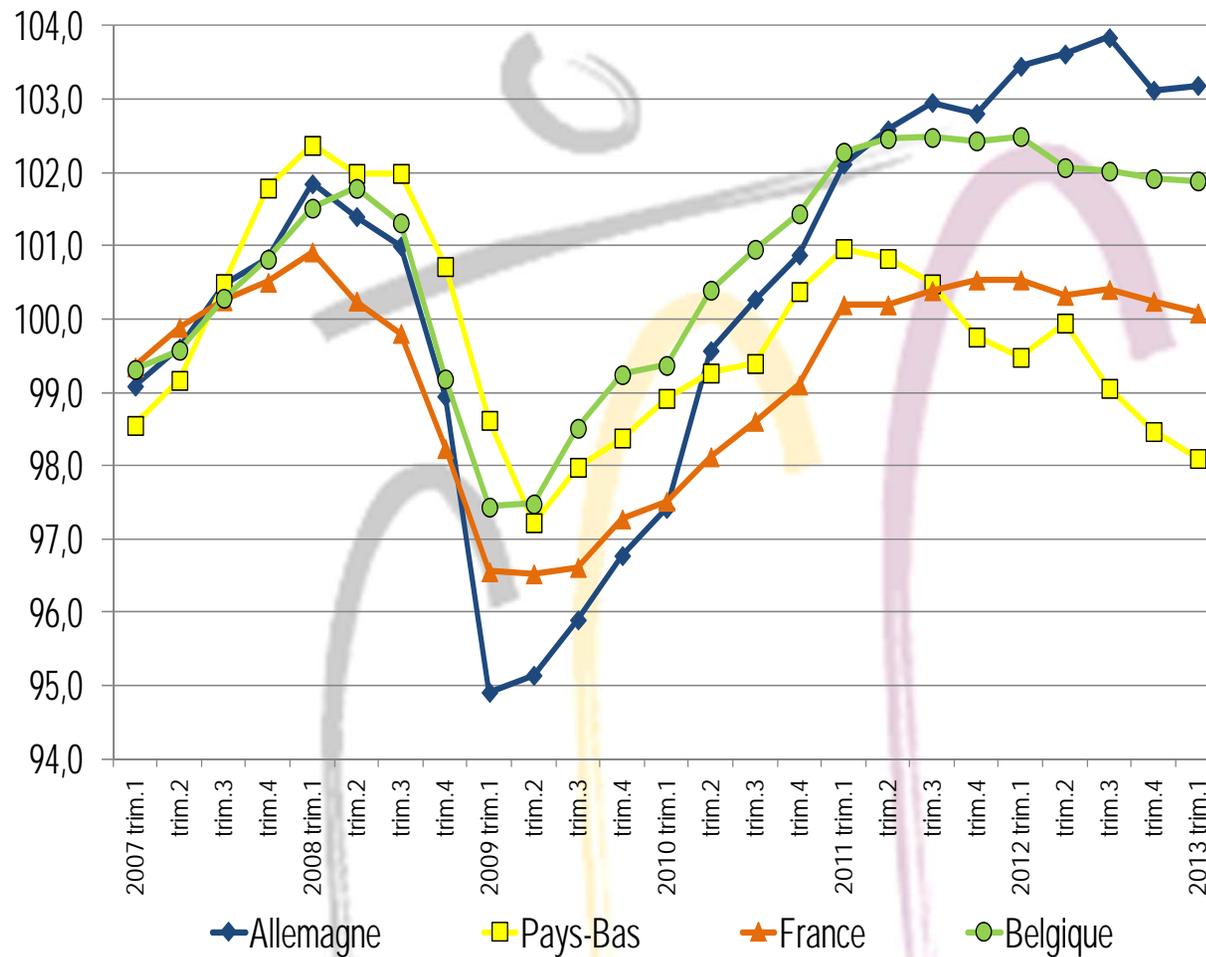


Evolution du PIB à prix constants (indice 1996 = 100)



Sources : comptabilités nationales trimestrielles, extraction juillet 2013 (DESTATIS, CBS, INSEE et BNB)

Evolution du PIB à prix constants (indice 2007 = 100)



Sources : Comptabilités nationales trimestrielles, extraction juillet 2013 (DESTATIS, CBS, INSEE et BNB)

Evolution de divers agrégats sur le marché du travail, population des 20-64 ans

1996-2012

	Bev. 20-64 jaar	Beroepsbev.	Activiteitsgraad	Werkende bev.	Werkgel. graad	Werkloze bev.	Werkloosheidsgr.
Duitsland	-1,9%	7,8%	7,3 pp	12,0%	9,5 pp	-34,2%	- 3,5 pp
Nederland	4,3%	17,1%	8,8 pp	18,4%	9,2 pp	-5,1%	- 1,1 pp
Frankrijk	10,0%	13,2%	2,2 pp	16,6%	3,9 pp	-11,1%	- 2,6 pp
België	8,7%	16,3%	4,7 pp	18,9%	5,8 pp	-8,6%	- 2,0 pp

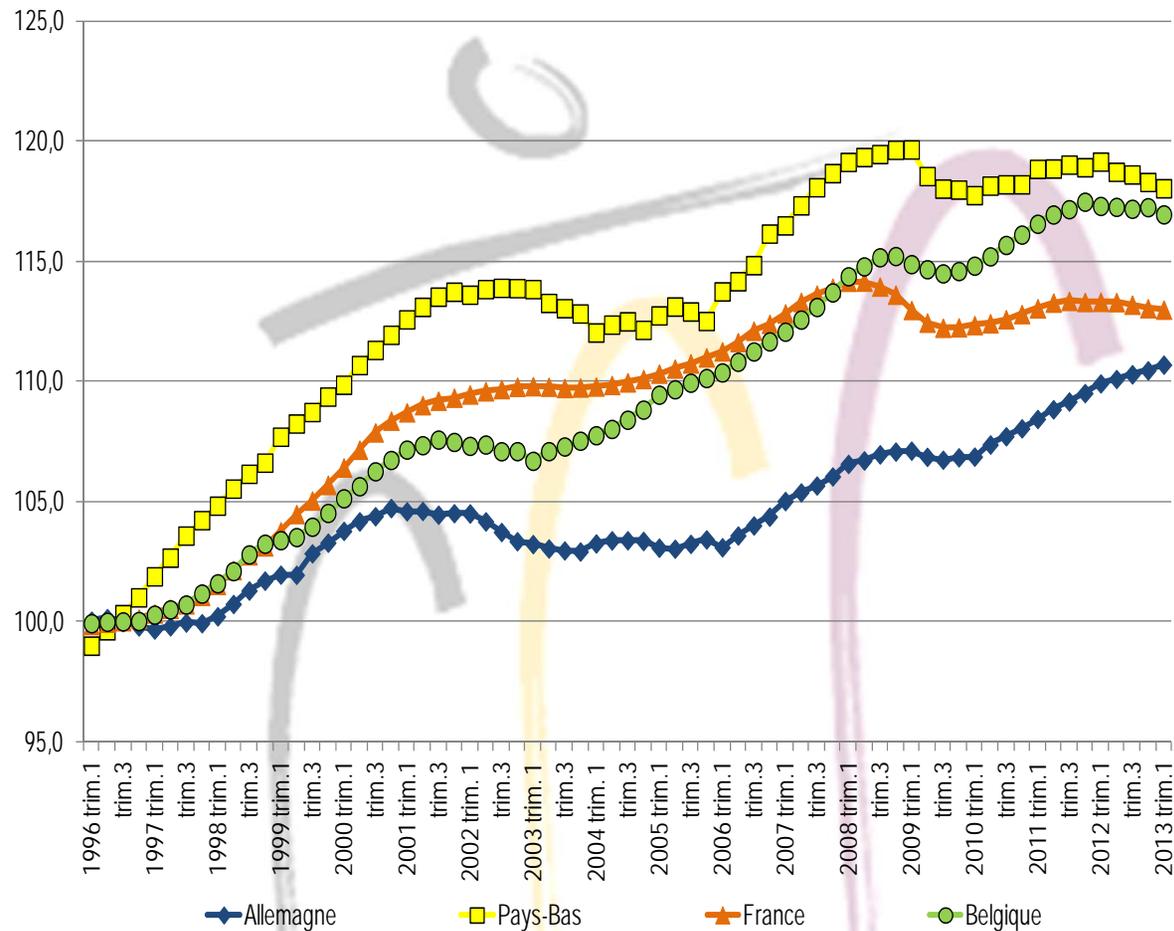
2007-2012

	Bev. 20-64 jaar	Beroepsbev.	Activiteitsgraad	Werkende bev.	Werkgel. graad	Werkloze bev.	Werkloosheidsgr.
Duitsland	0,6%	2,3%	1,4 pp	5,8%	3,8 pp	-35,2%	- 3,2 pp
Nederland	0,2%	1,5%	1,1 pp	-0,5%	- 0,5 pp	72,4%	1,9 pp
Frankrijk	1,8%	3,1%	1,0 pp	1,0%	- 0,5 pp	28,7%	1,9 pp
België	3,9%	3,3%	-0,4 pp	3,2%	- 0,5 pp	5,5%	0,2 pp

Note 1 : Population totale, active, en emploi et au chômage : taux de croissance. Taux d'activité, taux d'emploi et taux de chômage : différentiel des taux (en points de pourcent, notés pp)

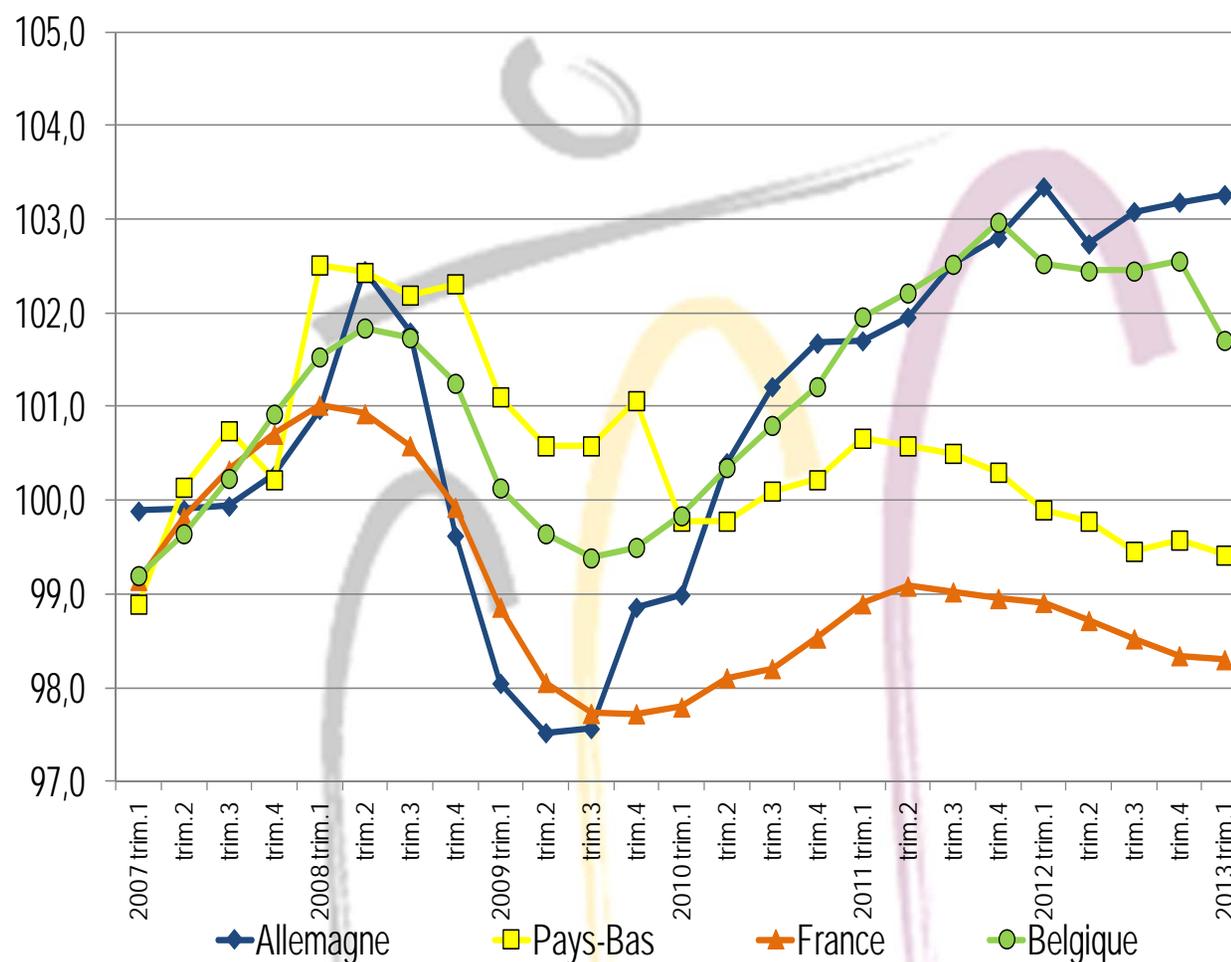
Sources : EFT, Eurostat

Evolution de l'emploi (personnes, salariés + indépendants), ensemble de l'économie (indice 1996 = 100)



Sources : comptabilités nationales trimestrielles, extraction juillet 2013 (DESTATIS, CBS, INSEE et BNB)

Evolution de l'emploi salarié (heures) dans l'ensemble de l'économie (indice 2007=100)



Sources : Comptabilités nationales trimestrielles, extraction juillet 2013 (DESTATIS, CBS, INSEE et BNB)

Variation en millier d'emplois et contribution à l'évolution de l'emploi, salariés + indépendants

1996/2012

	Duitsland		Nederland		Frankrijk		België	
Totaal	3946,0	10,4%	1338,8	18,3%	3106,8	13,0%	670	17,3%
Waarvan: Landbouw (A)	-142,8	-0,4%	-53,5	-0,7%	-290,3	-1,2%	-28	-0,7%
Industrie + energie en water (B-E)	-728,3	-1,9%	-124,0	-1,7%	-789,7	-3,3%	-129	-3,3%
Marktdiensten (F-N, excl. dienstencheques)	2947,3	7,8%	808,0	11,0%	2915,6	12,2%	403	10,4%
Dienstencheques							111	2,9%
Niet-marktdiensten (O-T, excl. dienstencheques)	1869,8	5,0%	708,3	9,7%	1271,3	5,3%	312	8,0%

2007/2012

	Duitsland		Nederland		Frankrijk		België	
Totaal	1859,0	4,7%	47,5	0,6%	-87,0	-0,3%	170,4	3,9%
Waarvan: Landbouw (A)	6,3	0,0%	-22,3	-0,3%	-93,6	-0,3%	-11,6	-0,3%
Industrie + energie en water (B-E)	80,0	0,2%	-46,8	-0,5%	-364,3	-1,3%	-57,7	-1,3%
Marktdiensten (F-N, excl. dienstencheques)	1131,0	2,8%	-104,5	-1,2%	144,4	0,5%	76,2	1,7%
Dienstencheques							72,4	1,7%
Niet-marktdiensten (O-T, excl. dienstencheques)	641,8	1,6%	221,0	2,6%	226,4	0,8%	91,1	2,1%

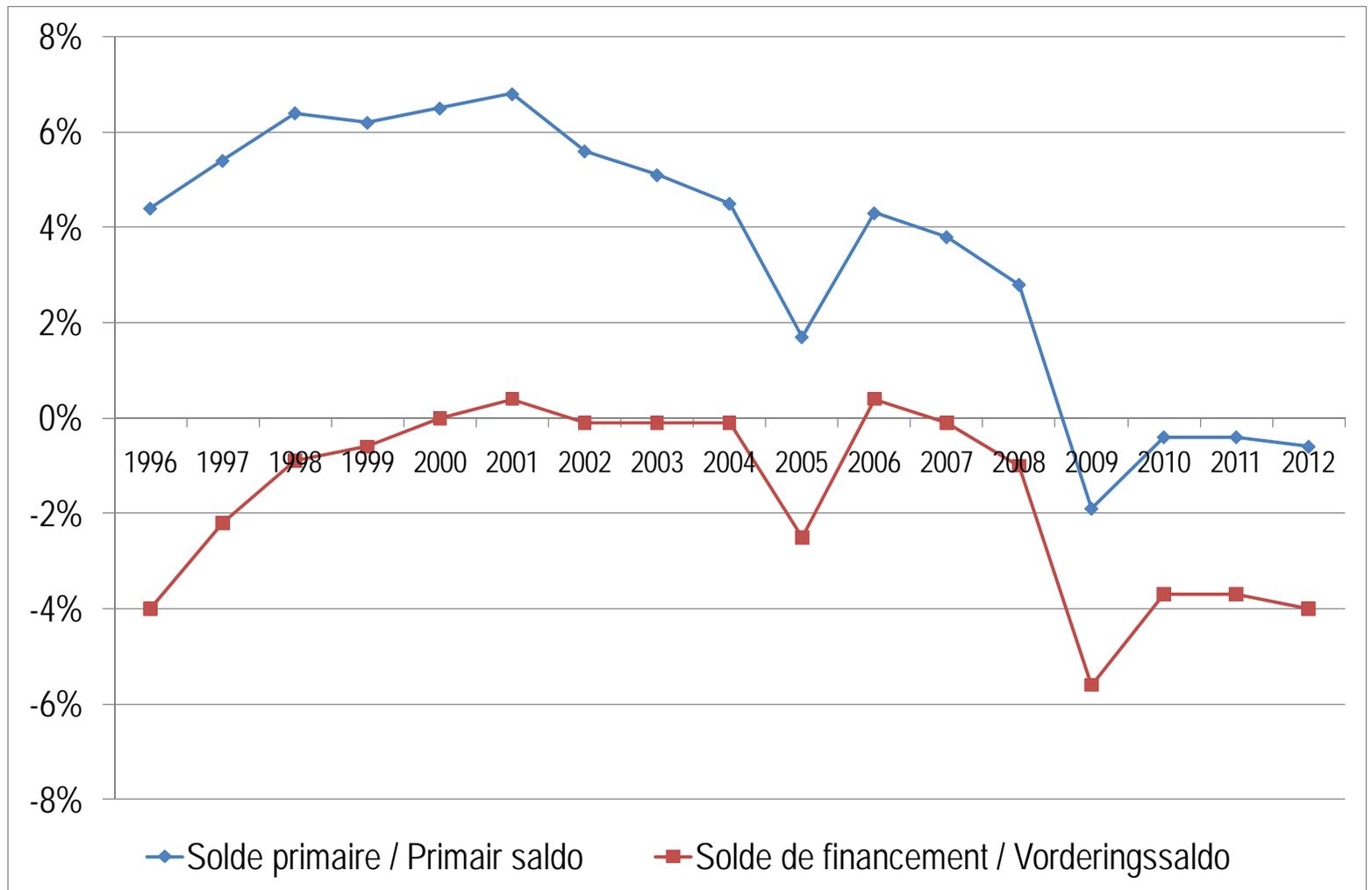
Note 1 : pour chaque pays, la première colonne indique la variation en millier d'emplois, la deuxième la contribution à la croissance de l'emploi total.

Note 2 : En Belgique, l'emploi titres-services a été déplacé des branches marchandes N et non-marchandes Q et S vers une branche à part. Pour la méthodologie, voir l'annexe XX

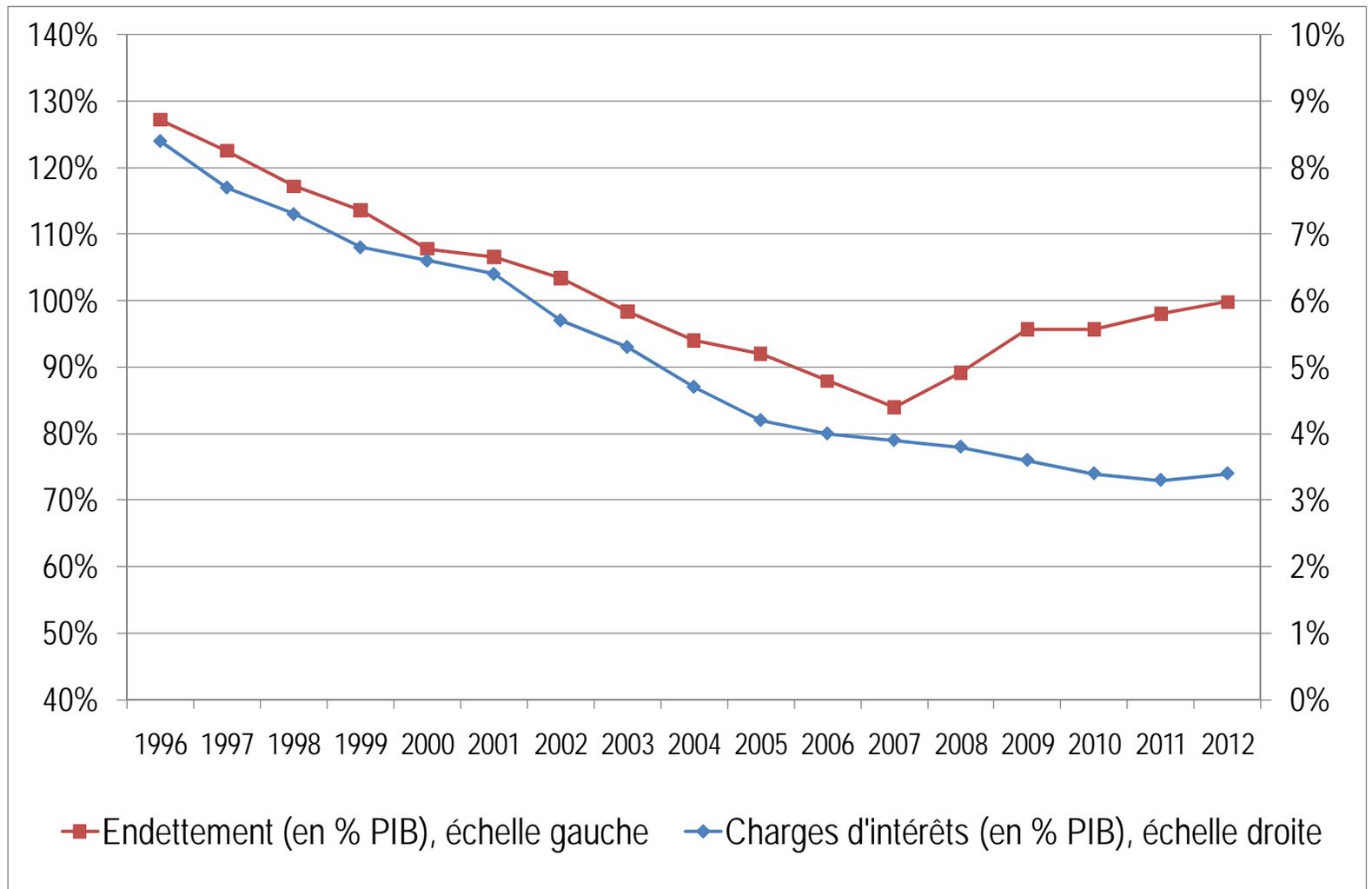
Note 3 : les groupes d'activités sont basés sur la classification NACE 2008, indiquée entre parenthèses.

Sources : comptabilités nationales trimestrielles, extraction juillet 2013 (DESTATIS, CBS, INSEE et BNB). Pour la correction "titres-services" : ONSS (données non-publiées) et rapport GECE (voir méthodologie à l'annexe X).

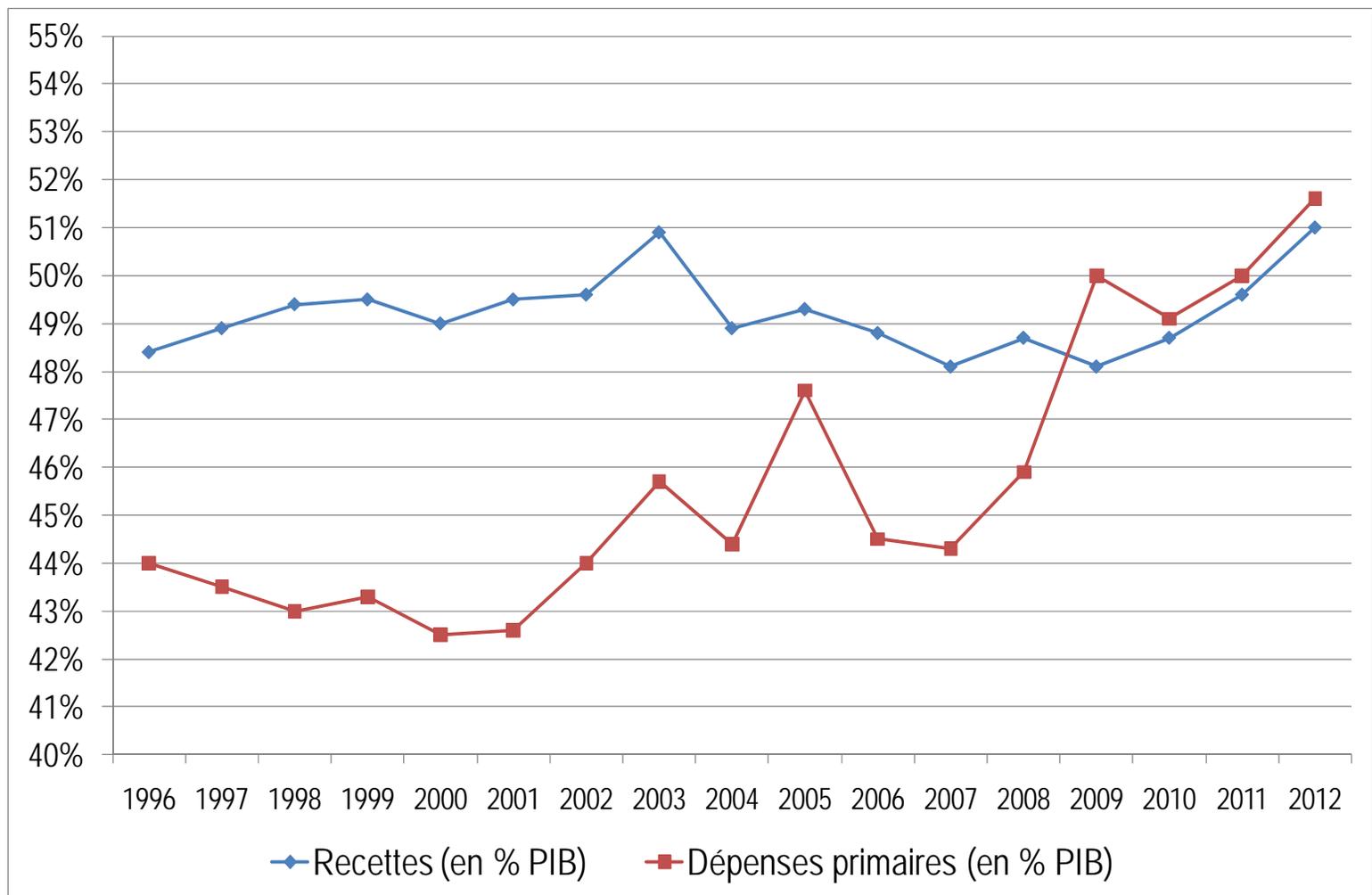
Déséquilibres budgétaires



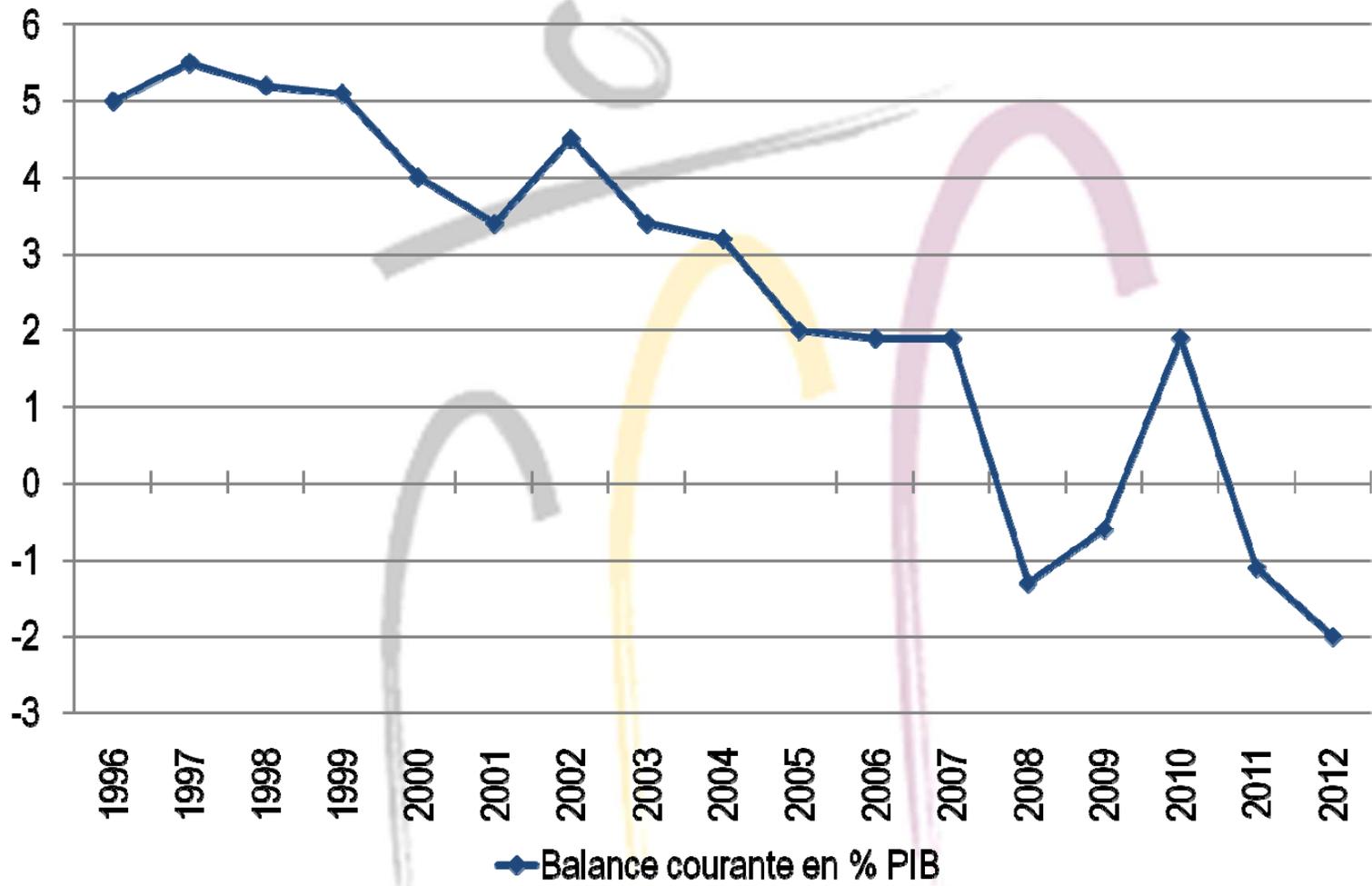
Déséquilibres budgétaires



Déséquilibres budgétaires



Balance courante en % PIB

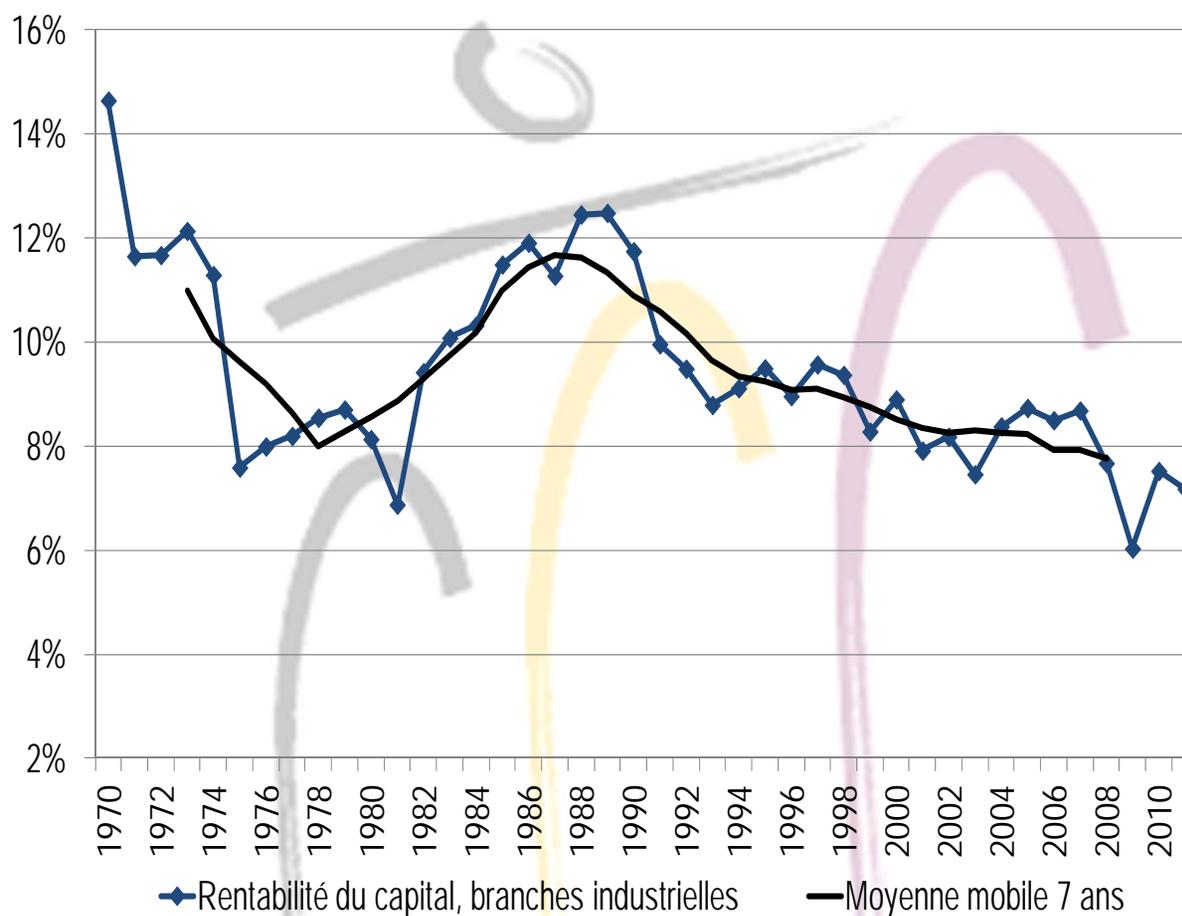


Parts de marché

Données commerce international 1995-2011

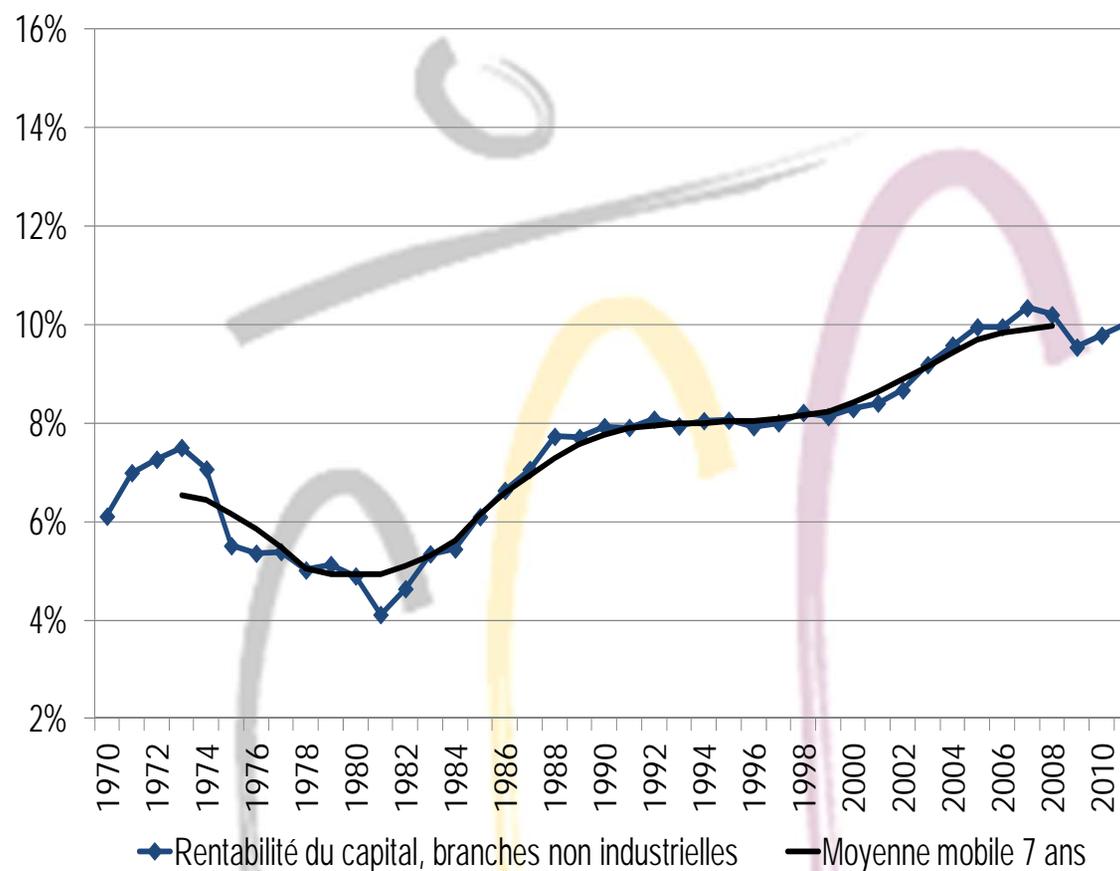
Croissance marchés mondiaux	7,8%
Croissance des marchés "Pays" de la Belgique	7,1%
Croissance des marchés "Produits" de la Belgique	7,5%
Croissance des importations	
- Belgique	4,8%
- Allemagne	6,3%
- France	4,0%
- Pays-Bas	8,0%

Rentabilité du capital dans les branches industrielles, Belgique, 1970-2011



Sources : ICN, calculs Secrétariat CCE

Rentabilité du capital dans les branches non industrielles, Belgique, 1970-2011



Note : Les branches non industrielles couvrent l'ensemble de l'économie, hors industrie manufacturière, activités financières et d'assurance, administration publique, et éducation. Pour ces branches, le numérateur de la rentabilité du capital (excédent brut d'exploitation) est calculé hors loyers perçus par les ménages et hors revenus mixtes. Le dénominateur (stock brut de capital) est calculé hors logements.

Sources : ICN, calculs Secrétariat CCE

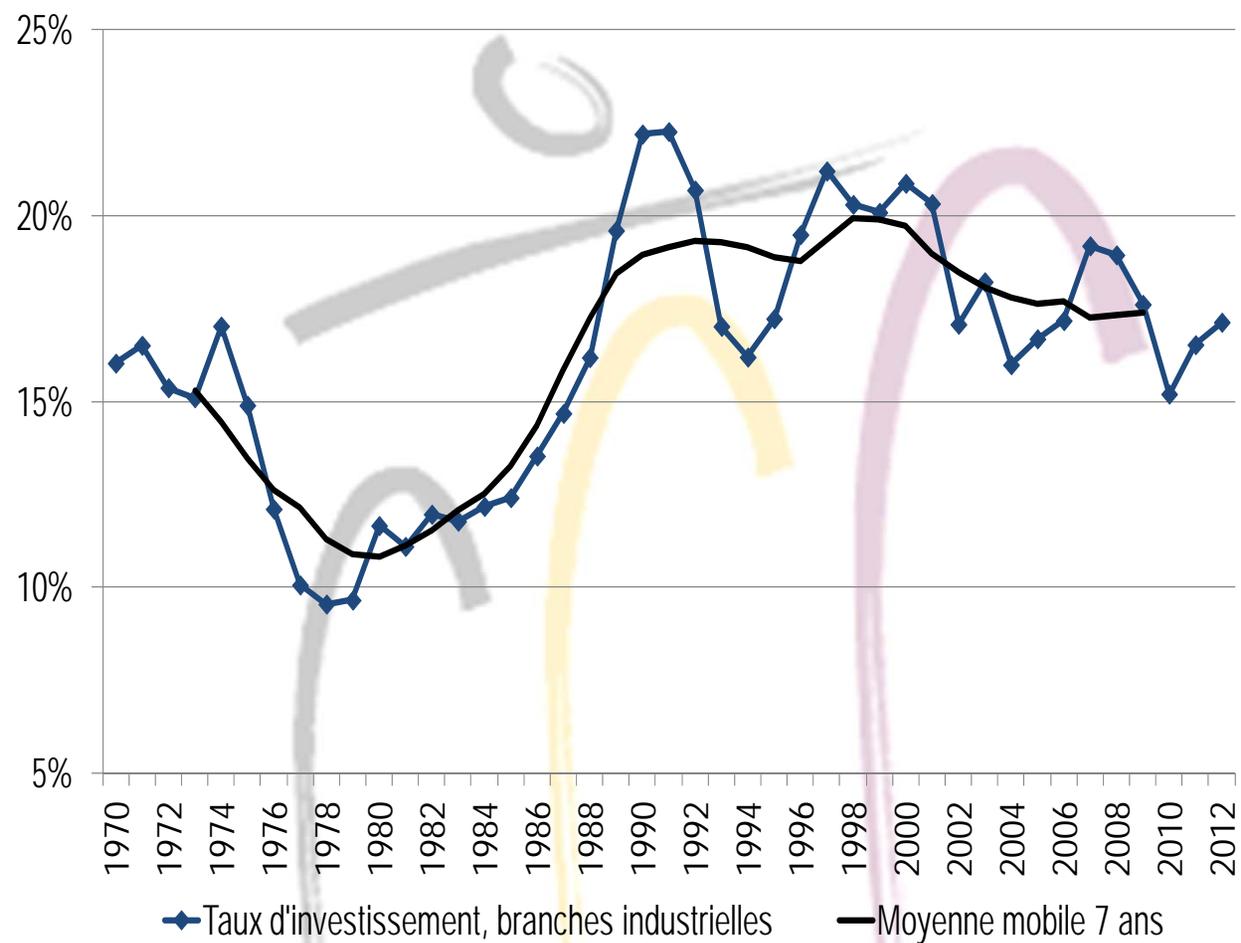
Décomposition de l'évolution de la part salariale dans les branches industrielles et non industrielles

	1973-1980	1980-1990	1990-2000	2000-2005	2005-2009	1973-2009
Branches industrielles						
Part salariale	1,2%	-0,9%	0,0%	-0,3%	1,0%	0,0%
Coût unitaire du travail	4,8%	2,2%	0,8%	2,0%	1,8%	2,0%
Déflateur de la VA	3,8%	3,2%	0,8%	2,3%	0,8%	2,0%
Branches non industrielles						
Part salariale	0,8%	-1,0%	-0,1%	-1,0%	-0,2%	-0,3%
Coût unitaire du travail	8,1%	3,5%	2,1%	6,1%	1,9%	3,6%
Déflateur de la VA	7,3%	4,6%	2,3%	7,2%	2,1%	3,9%

Note : Les branches non industrielles couvrent l'ensemble de l'économie, hors industrie manufacturière, activités financières et d'assurance, administration publique, et éducation. Pour ces branches, la rémunération du facteur travail comprend la rémunération des salariés ainsi que le revenu mixte. La valeur ajoutée est calculé hors loyers perçus par les ménages.

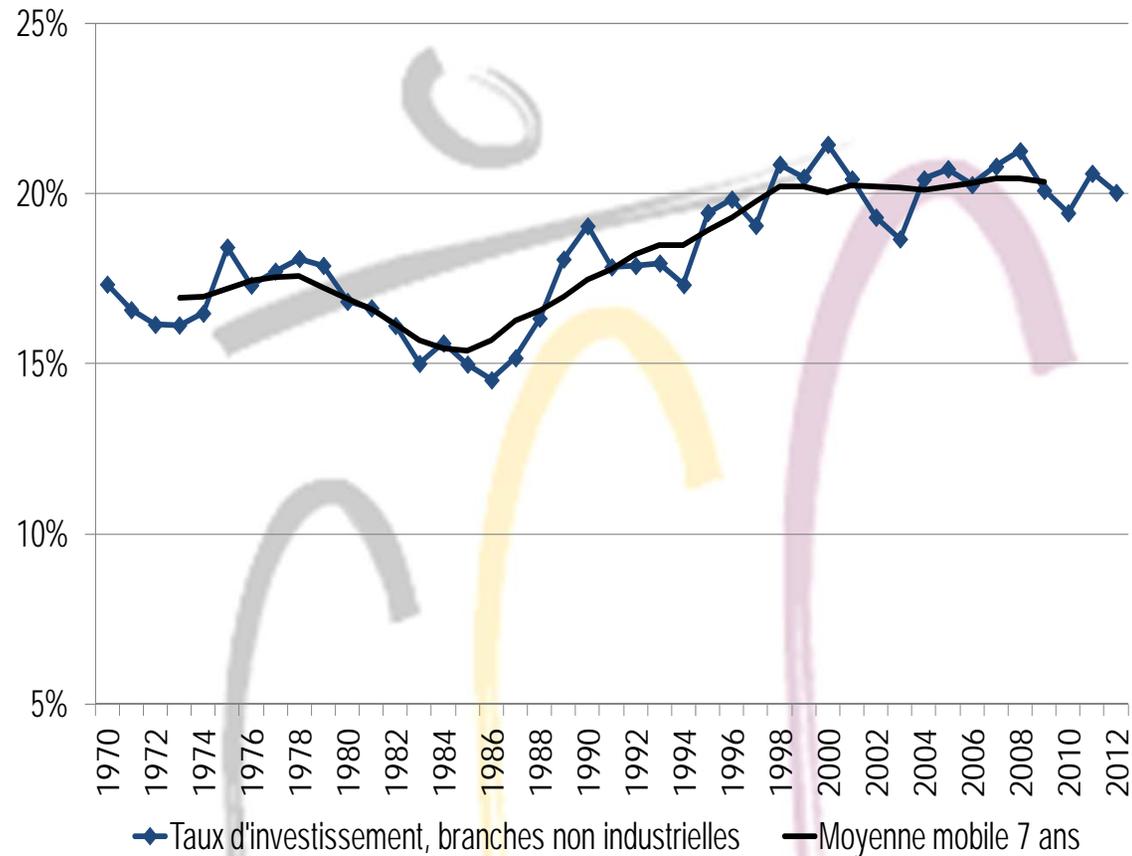
Sources : ICN, calculs Secrétariat CCE

Taux d'investissement dans les branches industrielles



Sources : ICN, calculs Secrétariat CCE

Taux d'investissement dans les branches non industrielles



Note : Les branches non industrielles couvrent l'ensemble de l'économie, hors industrie manufacturière, activités financières et d'assurance, administration publique, et éducation. Pour ces branches, la formation brute de capital fixe est calculée hors logements. La valeur ajoutée est calculé hors loyers perçus par les ménages.

Sources : ICN, calculs Secrétariat CCE

Rapport GECE

	Be	DE	FR	NL	M3
Niveau du CSH 2010 (euro par heure)					
moyenne non pondérée	39,6	32,2	36,5	33,7	34
Evolution productivité (95-2010)					
moyenne pondérée	65,2	28,3	56,5	66,3	41,8
moyenne non pondérée	47,7	38,8	58,8	66,9	48,9
Evolution productivité (95-2010)					
Volume 21 branches (moyenne pondérée)	37,4	72,7	61,1	58,1	nd
Volume industrie manufacturière	46,6	51,1	60,9	53,6	nd

Une économie qui s'ajuste

- Un niveau de coût salarial plus élevé que dans les pays de référence
- Une économie qui s'ajuste
 - Insertion de la chaîne de la valeur mondiale
 - Développement d'emploi subventionné
 - Une productivité à la traîne
- Un ajustement complexe qui génère un écart salarial

Les réductions de charge sur le coût du travail

- La loi n'aurait pu fonctionner sans des réductions de cotisation de sécurité sociale patronale d'une très grande ampleur (2.57% de la masse salariale)
- Le taux de réduction de charge est plus élevé dans le non marchand que dans les branches internationalement comparables

Loi 1996 promotion emploi et sauvegarde préventive de la compétitivité

- Sortir du blocage salarial de 1995-1996
- Entrée dans l'UEM
- Encadrer le mécanisme d'indexation
- Insider / outsider
- Référence à l'évolution des coûts salariaux dans trois pays de référence: Allemagne; France; Pays-Bas

Stratégie du gouvernement fédéral

- Danger d'une explosion des taux d'intérêt sur la dette publique
- Deux piliers de la politique belge depuis l'ancrage du BEF au DEM:
 - La consolidation budgétaire
 - La maîtrise de la compétitivité
- Contexte position extérieure nette très positive

Stratégie du gouvernement fédéral

- Sauver l'indexation
 - Blocage de la négociation salariale
 - La politique de concurrence – prix de l'énergie et des télécommunications – loi sur les ventes à perte
 - Réforme de l'indice des prix
 - Réforme de la loi sur la compétitivité

Et maintenant...

- Un modèle de croissance épuisé
 - les efforts budgétaires des années 90 ont été gaspillés
 - Les branches qui structurent la prospérité de l'économie belge sont en difficulté
- Un financement de la sécurité sociale qui n'est pas assuré
- Un choix de sortie du nucléaire sans stratégie énergétique
- Détérioration des termes de l'échange
- Enjeu du développement durable implique une hausse des coûts de production et des prix

Des défis pour les prochaines élections

- Coût salariaux
 - corriger l'écart salarial en niveau
 - Gérer les institutions sociales (négociation collective / indexation) avec une croissance faible de productivité
- Améliorer l'efficacité de l'Etat
 - Enseignement
 - Fonctionnement des marchés
 - Stratégie industrielle (service et industrie)
 - Politique fiscale
 - Politique sociale
 - Stratégie énergétique